



LES CHOIX POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DU GOUVERNEMENT ACCENTUENT L'INSÉCURITÉ DE LA POPULATION FRANÇAISE PAR LA CASSE DES DROITS SOCIAUX

Face à la crise sanitaire, M. MACRON réaffirme la volonté de poursuivre ses choix politiques alors même que le nombre d'allocataires du RSA a augmenté de 8.5 % en octobre 2020 d'après la DREES et pourrait exploser au regard des plans sociaux en cours depuis la pandémie et de la destruction des emplois qui vont s'amplifier (au moins 480 000 en 2020 - source DARES).

Pourtant pas d'abandon des réformes, les différents ministres agitant épisodiquement le chiffon rouge du chômage ou des retraites, histoire de rappeler aux Français qu'ils paieront tôt ou tard la facture des aides dispensées !

Sans remettre en cause le nécessaire soutien des pouvoirs publics dans les secteurs d'activité les plus sinistrés, on constate que le Président des riches continue à privilégier les grandes entreprises sans contrepartie !

La crise sanitaire a bon dos, masquant la crise sociale. Le Gouvernement, en fichant la population, veut se protéger des mouvements sociaux et du désespoir de nos concitoyen.ne.s. Le projet de loi de finances 2021 renforce la lutte contre la fraude aux prestations sociales, les agents de Pôle emploi pourront récupérer des données concernant les chômeurs auprès d'organismes de crédits ou d'opérateurs téléphoniques. Rien par contre concernant la fraude fiscale, les pouvoirs publics continuent de privilégier les plus riches notamment dans le cadre du plan de relance économique avec une baisse des impôts de production de 20 milliards d'euros dans les 2 années à venir.

Où sont la considération et l'intérêt des populations et du bien commun quand se poursuit la cure d'amaigrissement imposée à nos services publics malgré les dysfonctionnements patents liés à la baisse de lits dans les hôpitaux publics, au « dégraissage » des agents entraînant un sous-effectif structurel, à la délocalisation de nos industries renforçant notre dépendance au reste du monde ou au démantèlement de notre sécurité sociale ?

Les réformes actuelles, loin d'améliorer les réponses aux besoins des personnes, ne leur permettent pas d'accéder à leurs droits fondamentaux : accès de plus en plus difficile au logement ou à l'hébergement pour les plus précaires, inflation du nombre de mesures dans le secteur de l'aide à l'enfance ne permettant pas un suivi réel des mineur.e.s en danger, accueil drastique des réfugié.e.s, défaut de protection des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s sur le territoire...

Face au néo libéralisme, la baisse de la participation aux élections européennes et nationales aurait dû alerter les pouvoirs publics concernant le dégoût de la chose publique notamment de la part des jeunes, des laissés pour compte, de celles et ceux qui ne peuvent pas boucler leurs fins de mois et ne croient plus à l'expression d'un scrutin pour changer leurs conditions de vie. La montée de l'extrême droite au niveau mondial aurait dû provoquer un sursaut des mouvements politiques et de leurs représentant.e.s au regard de notre histoire partagée illustrée notamment au XX^{ème} siècle par l'émergence d'États totalitaires en Europe et dans le reste du monde.

Peine perdue, le gouvernement continue sur sa lancée de maximisation du profit des plus riches au détriment du plus grand nombre. Mais pour se prémunir de la colère du peuple, il poursuit sa politique de restriction de nos droits au nom de la pandémie...

Dénonçons cette stratégie des puissants, rappelons-nous la fable de la grenouille avant qu'il ne soit trop tard, exprimons nous pour rétablir la démocratie
– LE POUVOIR PAR LE PEUPLE – !



**Tou.te.s ensemble, retrouvons nous dans la rue
LE 4 FÉVRIER pour défendre nos droits,
l'emploi et nos libertés !**